

Communiqué de soutien : Justice pour les rescapé-es de l'incendie du squat Denuzière

Suite à l'incendie du squat Denuzière dans la nuit de 2 au 3 décembre, où une femme est décédée et plusieurs personnes ont été gravement blessées, une conférence de presse a eu lieu samedi 7 décembre place Mazagan. Des communiqués y ont été lus, des habitant-es du squat et des proches de Sonia y ont aussi pris la parole.



Un rassemblement est prévu le 12/12 à 12h devant l'Hôtel de Ville de Lyon pendant le conseil municipal pour exiger un logement digne pour toutes et tous !

Une femme, Sonia, est décédée en début de semaine dans un incendie survenu dans un squat à Caluire et Cuire. Deux blessés graves sont encore à l'hôpital. Toutes nos pensées vont à elle, ses proches, et aux victimes de l'incendie : plus d'une centaine de personnes qui sont aujourd'hui sans solution. Nous partageons leur tristesse et leur colère, alors que depuis un an les habitant.es, les collectifs, les associations signalent l'urgence du relogement des occupant.es de ce squat, au vu de la vulnérabilité de la plupart d'entre eux et de l'état du bâtiment. Les causes de l'incendie restent inconnues, mais personne n'a fait ce qu'il fallait en amont pour empêcher ce drame.

Mercredi 4 décembre au matin, après une nuit au gymnase Lachaise à Caluire, **sur 116 habitant.es, il a été proposé à seulement 47 des victimes (celles qui ont été recensées le soir même par la police, dans la panique) à peine quelques nuitées d'hôtel**, une solution temporaire inacceptable. Par décision de la Préfecture, ils ont été expulsés du gymnase pour être remis à la rue, sous la menace de 14 camions de CRS. Ni la mairie, propriétaire du bâtiment, ni la Métropole, censée lutter contre l'habitat indigne, ne se sont rendues sur place ou ont répondu aux sollicitations des collectifs. **Les habitant.es et leurs soutiens se sont alors rassemblés devant la préfecture pour exiger des solutions pérennes, avant d'être nassés.es par des dizaines de policier.es et contrôlés.es par la Police aux Frontières** au mépris de leur droit à manifester. Trois personnes ont été arrêtées. Le décès de leur amie, le traumatisme et les blessures de l'incendie, la perte de leur lieu de vie et de leurs affaires, n'ont pas arrêté l'Etat dans sa folie répressive, raciste et meurtrière. Nous sommes abasourdi.es par cette violence et exigeons le respect des victimes.

Ce bâtiment était occupé et comme d'habitude, les politiciens font de la récupération pour servir leurs agendas politiques. Philippe Cochet, maire (républicain) de Caluire, a vu ce drame comme une occasion de pointer du doigt les squats et l'absence d'expulsion... La décence aurait exigé de rappeler que cette situation ne serait pas survenue si les pouvoirs publics (préfecture, métropoles, communes...) proposaient des solutions d'hébergements sûrs et salubres aux personnes laissées à la rue. La réquisition des logements vides, la mise à dispositions des bâtiments publics ou la réalisation de travaux pour sécuriser les bâtiments permettraient aux gens d'être logé.es en toute sécurité. Si les personnes vivent dans des endroits dangereux tels que l'immeuble incendié c'est parce qu'elles n'ont pas d'autres choix : certains attendent un d'autres attendent un logement social ou une location décente à un prix décent. Mais hébergement ou un rdv à la préfecture, de pouvoir travailler et vivre dignement, dans nos villes on construit toujours moins de logements sociaux, les prix de la location augmentent, les immeubles restent vides ...

Tout notre soutien va aux parents de Sonia, qui en plus de subir la perte de leur fille, sont actuellement sans logement : sa mère, gardienne d'immeuble, a été licenciée par Grand Lyon Habitat et expulsée de son logement avec son mari, et sont depuis sans solution. Sans cela, c'est avec elle et lui que Sonia aurait pu vivre. nous exigeons le relogement de ses parents, afin de pouvoir vivre dignement et faire leur deuil.

La mort de Sonia n'est pas le résultat d'une « absence d'expulsion » ou de Contrairement à ce que semble avancer le maire de Caluire, la vie dans la rue n'est pas l'action des collectifs, elle est la cause de l'inaction des pouvoirs publics. plus sûre que les bâtiments délabrés. L'année dernière, ce sont au moins 735 personnes que les institutions publiques et en premier lieu l'Etat a laissé mourir à la rue. C'est sans compter ceux qui meurent dans l'ombre, les séquelles, les traumatismes, les viols, les maladies physiques et psychologiques ; la rue fait perdre 30 ans d'espérance de vie à ceux qui y survivent. 14 000 autres personnes sont en attente d'un hébergement dans le Rhône. Combien de mort.es faudra t'il pour que les pouvoirs publics réagissent ?

Ce qu'il faut ce n'est ni expulser, ni laisser vivre dans des bâtiments insalubres.

Ce qu'il faut, c'est la réquisition immédiate des logements vides et des solutions d'hébergement sûrs pour TOUS et TOUTES !

Nous nous joignons au **rassemblement du 12 décembre à 12h devant l'Hôtel de Ville de Lyon** pendant le conseil municipal pour exiger un logement digne pour toutes et tous !

Les occupant.es de Denuzière demandent :

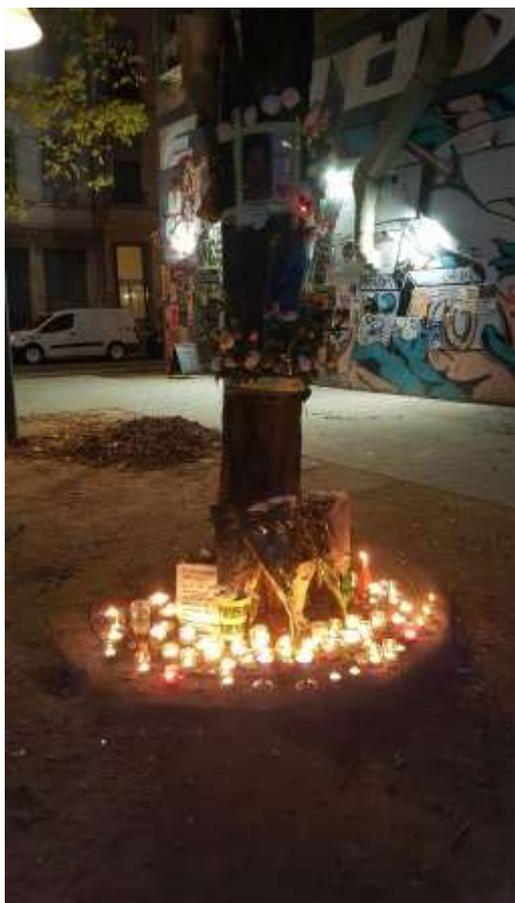
- ▶ **Un relogement pérenne pour tous et toutes, dans l'agglomération, pour mettre fin à des années d'épreuves**
- ▶ **La réquisition des bâtiments vides**
- ▶ **L'arrêt de la criminalisation des sans-papiers et de ceux qui occupent pour avoir un toit**

Premières signatures :

Intersquats 69, Droit Au Logement 69, Collectif Solidarité entre femmes à la rue, Jamais sans Toit, Hébergement En Danger, Lyonanticra, FLED, collectif soutien migrant croix-rousse

Une soirée d'hommage a également eu lieu jeudi 5 décembre place Mazagran avec les proches de Sonia. Au potager (mazagran) tout le monde la connaissait, elle avait l'habitude de s'y poser pour retrouver ses potes.





hommage-sonia-mazagran



jeudi 12 décembre 2024

Rassemblement pour demander justice pour les rescapé-es de l'incendie du squat Denuzière

12h00 - 12h00 Hotel de ville de Lyon

Place de la comédie